

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROCTER et GAMBLE

Rue André Durouchez
BP 1336
80000 Amiens

Références : -
Code AIOT : 0005101904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement PROCTER et GAMBLE implanté Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice POI organisé par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER et GAMBLE
- Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens
- Code AIOT : 0005101904
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PROCTER & GAMBLE exploite des installations de fabrication de produits lessiviels dans la zone industrielle d'Amiens Nord sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 fixant les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement.

Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société PROCTER & GAMBLE a réalisé un exercice pour tester son plan d'opération interne (POI). Le scénario de l'exercice est l'incendie du bâtiment de stockage général parfum. Les détails de l'exercice sont mentionnés en volet confidentiel du point de contrôle n°1 du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.9.8.	Demande d'action corrective	1 mois
2	Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'opération interne répond aux exigences réglementaires. Seules quelques observations sont formulées par l'inspection au sujet du POI et de l'exercice réalisé. L'exploitant est préparé à la gestion d'incidents/accidents. Cependant, l'exploitant ne connaît pas la liste des produits de décomposition de toutes les substances dangereuses présentes sur site, et notamment les parfums.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.9.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.

Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).

Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est à minimale annuelle.[...]

Constats :

Le déroulé détaillé de l'exercice et les actions mises en oeuvre sont détaillées en partie confidentielle du présent rapport.

L'exploitant a transmis à l'inspection la dernière version du POI mise à jour le 14/12/2023.

Le POI devra être réexaminé en cas de changement notable sur le site et dans tous les cas avant le 14/12/26.

Le POI transmis définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens

nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Chaque scénario d'incident/accident identifié fait l'objet d'une fiche dans le POI. Les fiches donnent des indications sur la zone, les moyens d'intervention et de secours présents à proximité, les mesures de prévention, les produits dangereux présents à proximité, les flux (thermiques, surpression) engendrés, la stratégie d'intervention et les actions réflexe, la mise en sécurité du site... Les informations contenues dans ces fiches sont adaptées pour chaque scénario.

Lors de l'exercice réalisé le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a assuré la direction du POI.

Un exemplaire papier du POI est disponible sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'inspection note également la présence d'un plan du site dans le poste de commandement, sur lequel on peut écrire et effacer. Du matériel est également mis à disposition au niveau du poste de commandement (lunettes, lampes, feutres, scotch, etc...)

L'exploitant précise qu'en cas d'intervention du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours), un deuxième poste de commandement mobile, pour le SDIS, serait mis en place à proximité du poste de garde.

Le POI prévoit différentes fonctions pour la gestion de l'accident:

- directeur des secours,
- fonction exploitation,
- fonction intervention,
- fonction logistique,
- fonction relations extérieures,
- fonction observateur.

Des suppléants sont prévus en cas d'absence, pour assurer ces différentes fonctions (sauf pour la fonction observateur). En cas d'absence de la personne assurant la fonction et de son suppléant, 2 fonctions sont attribuées à une personne.

Observation:

La solution retenue en ultime recours, à savoir attribuer deux fonctions à une seule et même personne, n'est pas optimale, même si l'inspection a pu constater que le DOI maîtrisait l'attribution des rôles de chacun, et la répartition des tâches lorsqu'une fonction est très sollicitée.

Observation:

L'inspection note l'absence de procédure liée à la fermeture des vannes de rétention des eaux d'extinction incendie dans le POI. L'exploitant indique que les vannes sont fermées par défaut. En cas d'incendie, il pourra cependant être utile que l'exploitant s'assure que les vannes sont bien en position fermée. L'indication de cette vérification dans les procédures à appliquer en cas de sinistre pourrait être utile.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de prélèvements environnementaux post incident 17574009 V0 rédigé le 23/04/2023 décrivant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, avec les méthodes de prélèvement pour chaque analyse, les analyses prévues. <u>Observation:</u> l'inspection invite l'exploitant à mettre à jour le plan de prélèvements environnementaux avec les coordonnées du directeur actuel de la société Procter & Gamble et le contact à jour de la DREAL (numéro de téléphone du standard: 0322383200 - adresse mail: ud-somme.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr). L'exploitant indique connaître les produits de décomposition de la lessive en cas d'incendie de celle-ci. Cependant, la liste des produits de décomposition des autres substances présentes sur site, et notamment les parfums, n'est pas encore connue. Il indique à l'inspection effectuer un travail sur ce sujet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra proposer un échéancier relatif à la détermination des produits de décomposition de toutes les substances dangereuses présentes sur le site sous 2 mois. Il transmettra également, sous ce même délai, les produits de décomposition des lessives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois